

20180108Collectif “Amphi Z Solidaires” - Communiqué

Un toit et des papiers pour toutes et tous !

Depuis le mardi 12 décembre, **un immeuble entier appartenant à la Métropole et vide depuis plusieurs années a été réquisitionné afin de loger une centaine de migrant.e.s** (dont des familles avec enfants).

Cette occupation fait suite à l'expulsion d'une cinquantaine de demandeurs/euses d'asile et mineurs isolés d'un couloir de l'hôtel Athéna à la Part-Dieu au début du mois de novembre, qui avaient ensuite été mis à l'abri par des étudiant.e.s solidaires à l'université Lyon 2.

Cette mobilisation a permis de rendre visible la réalité vécue par des centaines de personnes exilées à Lyon, mises à la rue par l'Etat et harcelées chaque jour par la police. Les droits les plus fondamentaux leur sont refusés. Ce lieu a été ouvert pour répondre à une situation d'urgence, se substituant de fait aux obligations de l'Etat et de la collectivité, qui commencent même à y envoyer des personnes qu'ils ne peuvent soi-disant pas prendre en charge ! La priorité de la Métropole est claire : vider le centre-ville de ses pauvres et y développer une activité économique réservée aux plus riches (comme le démontrent les nombreux travaux d'aménagement du quartier de la Part-Dieu ces vingt dernières années). Sa communication est mensongère : elle détient des locaux vides non affectés à l'hébergement et prétend tout mettre en œuvre pour le plan grand froid.

A l'échelle nationale, cette politique anti-sociale et raciste se traduit par un durcissement anti-migratoire, dont l'objectif est d'augmenter le nombre d'expulsions et d'accélérer leur exécution. Le gouvernement multiplie les circulaires répressives :

- Après avoir demandé aux préfets de **systematiser les placements en rétention** des personnes en situation irrégulière, Collomb s'est félicité d'avoir fait remplir l'ensemble des CRA (centres de rétention administrative) du territoire en l'espace de quelques semaines.
- Il a demandé aux associations de **coopérer à l'identification et à l'expulsion des sans-papiers dans les dispositifs d'hébergements d'urgence**, en contradiction totale avec le principe d'inconditionnalité de cet hébergement.
- Il a essayé de **faire jouer un rôle de délation, de contrôle et de fichage aux établissements psychiatriques.**
- Alors que des milliers de personnes dorment à la rue, le ministre de l'intérieur a décidé l'ouverture de plus de 400 places en CRA plutôt que d'ouvrir des places d'hébergement d'urgence comme le prévoit la loi.

Une proposition de loi a déjà été adoptée en première lecture à l'assemblée pour **faciliter le placement en rétention des demandeurs d'asile en procédure Dublin***.

En parallèle, Macron et Collomb préparent **un nouveau projet de loi liberticide et xénophobe sur l'immigration** conduisant notamment à doubler la durée maximum légale de rétention (90 jours contre 45 actuellement) et à faire sortir les mineurs étrangers isolés du droit commun qui garantit actuellement la protection de tous les enfants sans distinction.

Cette politique conduit à toujours plus de misère et de répression.

La fermeture des frontières, les traitements dégradants et inhumains infligés aux migrant·e·s partout en Europe sont des signes de régression historique. **Face à cette remise en cause des droits humains fondamentaux et des principes du droit d’asile, nous devons réagir !** Les migrations ne sont que la conséquence des politiques impérialistes de la France et de ses alliés partout dans le monde qui créent la guerre et la misère.

Nous appelons à continuer la mobilisation et réaffirmons que **c’est par la solidarité, l’entraide et la lutte collective que nous pourrons faire reculer l’Etat et ses politiques racistes et antisociales.**

Nous exigeons dès aujourd'hui :

- La régularisation de tou.te.s les sans-papiers, à commencer par le **passage immédiat à la procédure normale pour tous les demandeurs/ses d’asile en procédure Dublin*** du [12 rue Baudin](#) ainsi que **l’annulation de leurs OQTF (obligation de quitter le territoire français) !**

- **La prise en charge immédiate de tou.te.s les mineur.e.s isolés** : un toit et une scolarisation !

- L’abandon du projet de loi « Collomb » sur l’immigration !

- L’arrêt des expulsions des sans-papiers !

- L’arrêt des expulsions de logements ainsi que des coupures de fluides (eau, électricité, gaz) !

- Un logement décent et pérenne pour tou.te.s. !

- La réquisition des logements vides !

Nous invitons chacun et chacune à se joindre à la manifestation du Samedi 13 janvier à 11h devant la métropole au [20 rue du Lac](#).

* Procédure Dublin : Procédure issue d’un règlement européen qui contraint arbitrairement les exilé.e.s à faire examiner leur demande d’asile dans le pays où leurs empruntes ont été relevées pour la première fois. Ainsi, un.e exilé.e ayant parcouru un trajet long et dangereux ne pourra pas demander l’asile dans le pays où il.elle souhaitait se réfugier.

Collectif “Amphi Z Solidaires”